



Les cahiers du CLIP, n° 21

Modes de vie et empreinte carbone,

IDDRI, 127 pages

Les Cahiers du Club d'Ingénierie Prospective énergie et environnement (CLIP) traitent souvent de sujets économiques et techniques, toujours reliés au thème de la consommation énergétique. Dans ce dernier numéro, l'approche est plus sociologique et qualitative, puisque l'évolution des modes de vie est prise comme base d'une réflexion sur les consommations énergétiques et l'empreinte carbone à l'horizon 2050. Ce document est le fruit d'un groupe de travail pluridisciplinaire qui s'est réuni pendant plus de deux ans, procédant régulièrement à des auditions d'experts et s'appuyant sur de solides revues bibliographiques. L'équipe de rédaction finale est principalement composée d'enseignants et de chercheurs universitaires, ce qui est plutôt rare en matière de prospective.

Classiquement, la première partie analyse les tendances passées et présentes puis identifie les principales variables et indicateurs à prendre en compte. Outre les repères habituels (taille des ménages, logement, emploi, revenus, etc.) trois aspects sont bien renseignés : la mobilité géographique, les nouveaux mouvements écologiques (déconsommation, boycotts, locavorisme, monnaies locales, écoquartiers, etc.) et l'essor des nano-bio-technologies.

La deuxième partie, proprement prospective, propose cinq visions des modes de vie en France vers 2050. On n'en retiendra ici que les aspects concernant les questions agricoles et alimentaires. La première vision imagine pour demain une « société du consumérisme vert » : le réchauffement climatique entraîne une déprise des terres agricoles, le contenu carbone des denrées est strictement contrôlé, leurs prix ont sensiblement augmenté, la consommation de viande est réduite au profit des protéines végétales, les produits biologiques se vendent bien, une agriculture compétitive tournée vers l'export cohabite avec une agriculture multifonctionnelle pourvoyeuse d'aménités. La part importée de la production animale a nettement progressé, comme celle de l'alimentation de bétail, ce qui conduit à externaliser les émissions de GES. Enfin, le secteur agricole est peu soutenu par les pouvoirs publics, les aides étant réservées à la gestion de crise et à la rémunération des services écosystémiques.

La deuxième vision évoque une « société de l'individu augmenté », hyper-industrielle, où les NTIC et la robotique ont proliféré. Les systèmes de production agricole sont très artificialisés, intensifs et performants. Ils fournissent essentiellement des matières premières nécessaires aux filières agroalimentaire, énergétique et chimique (en particulier médicaments). La gestion par satellite et les outils de haute technologie sont généralisés, pour piloter les cultures, optimiser les doses d'azote, mesurer les paramètres biophysiques, s'adapter aux effets localisés du réchauffement climatique, etc. Les OGM et le hors sol dominant, et sont bien acceptés par la société. Les conduites alimentaires se calent sur les modes de vie d'une société de plus en plus mobile, pressée et soucieuse de son bien-être : snacking, plats préparés, portions individuelles, alicaments répondant aux stricts besoins physiologiques, etc.

Vient ensuite une troisième vision à 2050 en termes de replis communautaires, d'inégalités et d'instabilités. L'autoproduction et le partage y sont bien installés, les marchés sont relocalisés, l'idéal de sobriété domine, les « alternatifs » développent des systèmes d'échanges de biens et de services dans le cadre d'une économie partiellement démonétarisée. En réponse aux crises sanitaires et à la démondialisation, la souveraineté alimentaire est un fort enjeu. Les anciennes politiques d'État ont été remplacées par des aides régionales de soutien à l'installation, à l'emploi et aux circuits courts. Les productions à l'exportation sont réduites, les prix des produits alimentaires sont élevés et l'on demande surtout à l'agriculture de répondre à des préoccupations environnementales, sanitaires et sociétales.

La vision suivante est celle d'une « société écocitoyenne », dont le moteur d'ici 2050 réside dans la prise de conscience de la finitude des ressources planétaires et dans la volonté de limiter la surconsommation. Une agriculture écologiquement intensive dans les grandes plaines, avec diversification des assolements, côtoie une agriculture multifonctionnelle dans le péri-urbain, en montagne et en zones intermédiaires. Un équilibre a été trouvé entre productions végétales-animales, productions énergétiques et productions de biomasse-matériaux, et cet équilibre valorise au mieux l'usage des sols. Le niveau de formation des agriculteurs en agronomie et environnement s'est notablement élevé, des moyens importants ont été octroyés pour accompagner les reconversions. Une alimentation de qualité est garantie à une bonne partie de la population et, à plusieurs reprises au cours de leur vie, on incite fortement les individus à venir contribuer à la production agricole durant un temps limité. Dans le même esprit, les entreprises de restauration, de distribution et de logistique sont régulièrement mises à contribution.

Enfin, la cinquième vision anticipe une « société de l'âge de la connaissance ». L'économie de la contribution et l'autoproduction y sont très développées. La permaculture et l'agroforesterie améliorent le rendement des plantes, l'éco-aquaculture est devenue la norme. Le monde rural accueille de plus en plus d'actifs agricoles, attirés par le renouveau des méthodes extensives. La consommation a sensiblement régressé et l'artisanat, comme l'agriculture urbaine, font partie des activités de loisir. Le *slow food* a de plus en plus d'adeptes, le régime végétarien est dominant, les recettes anciennes et régionales ont sauvé de nombreux produits agricoles menacés de disparition. Une grande attention est portée à la biodiversité, à l'éthologie et à la communication interspécifique.

Aboutissement logique du raisonnement, la troisième partie de l'ouvrage consiste en un essai de quantification des émissions de gaz à effet de serre (GES) selon les cinq visions précédemment décrites. Pour ce faire, les ménages sont segmentés selon trois variables (revenus disponibles, structure familiale, localisation résidentielle) et selon six postes de dépenses (logement, mobilité quotidienne, mobilité exceptionnelle, alimentation, achats de

biens, achats de services). Les aspects relatifs à l'alimentation, qui nous intéressent plus directement ici, sont malheureusement moins bien traités que les autres. Quoiqu'il en soit, cette modélisation confirme que parallèlement aux avancées techniques, la modification des modes de vie sera demain un levier déterminant de la réduction des émissions de GES. Ensuite, les calculs opérés indiquent que si certaines pratiques sobres permettent de réduire les GES, les cinq visions proposées nous tiennent dans l'ensemble assez éloignés de la réalisation du « facteur 4 ».

Dans l'intéressante postface signée par Pierre Radanne, celui-ci pose la seule question qui vaille à l'issue d'un exercice de prospective, celle du « Que faire maintenant ? ». Il y répond en proposant une démarche graduée, en sept étapes, allant de la sensibilisation à l'action. Il insiste également sur la nécessité, pour susciter l'innovation, de mieux comprendre les croyances des individus et groupes sociaux, et donc sur l'intérêt de multiplier les analyse à caractère psycho-sociologique.

Au total, cet ouvrage à de nombreuses qualités. Bien écrit, clairement argumenté, faisant preuve d'une réelle ouverture d'esprit, il nous pousse à réfléchir, à décaler le regard. Il pose d'intéressantes questions et montre que les modes de vie devraient être un objet central de la prospective, mais aussi de la gestion des affaires publiques.

On peut regretter en revanche que les cinq macro-visions, projetées et isolées dans un avenir lointain, ne nous disent rien des chemins à parcourir dans les prochaines décennies. On regrettera aussi que la réflexion soit trop franco-française, comme si nous vivions isolés de nos voisins, de l'Europe et du monde. Enfin, page après page, l'impression qui se dégage du livre est que la France de 2050 sera constituée de couches moyennes urbaines, mobiles et consommatrices, aimant le local et la proximité, plutôt libres et conscientes de leurs intérêts, bien informées et impliquées, assez heureuses, ayant des problèmes mais pas trop : cette représentation homogénéisante et sympathique est peut-être un peu biaisée...

Bruno Héroult
Chef du Centre d'études et de prospective
MAAF
bruno.herault@agriculture.gouv.fr